

RDC : coup d'envoi du retrait progressif de la force de l'ONU

À 28/02/2024 Source AFP La Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (Monusco) a annoncé mercredi son retrait du pays, réclamé par Kinshasa qui la juge inefficace, avec la remise officielle aux autorités congolaises de la première de ses bases du Sud-Kivu (est). Au cours d'une cérémonie à la base de Kamanyola, tout près des frontières rwandaise et burundaise, les drapeaux des Nations unies et du Pakistan, pays d'origine des Casques bleus qui en avaient la responsabilité, ont été remplacés par celui de la RDC, a constaté une équipe de l'AFP.

Après 25 ans de présence, le départ des Casques bleus a été acté en décembre par le Conseil de sécurité de l'ONU malgré ses inquiétudes sur l'escalade de la violence dans l'Est congolais. La Monusco (ex-Monuc), qui compte actuellement environ 15.000 Casques bleus, est encore présente dans les trois provinces les plus touchées de la région, le Sud et le Nord-Kivu, ainsi que l'Ituri. Pour un retrait que l'ONU et Kinshasa disent vouloir "ordonné, responsable et durable", un "plan de désengagement" en trois phases a été adopté. La première planifie le retrait de la Monusco du Sud-Kivu, d'ici le 30 avril pour ses militaires et policiers, le 30 juin pour sa composante civile. Avant le mois de mai, la force onusienne est donc censée quitter ses 14 bases de la province et les céder aux forces de sécurité congolaises. Celle de Kamanyola est la première dont les clés ont été remises à la police nationale (PNC). "Ni chaud ni froid" C'est un "moment historique", a estimé dans son discours le commandant en chef par intérim des forces de la Monusco, le général Diouf Khar. "On a commencé par Kamanyola parce qu'il y a ici une stabilité qui nous permet de partir", a ensuite déclaré à la presse la cheffe de la Monusco, Bintou Keita. Dans la cité d'une centaine de milliers d'habitants, les avis sont partagés sur ce départ. "Ça ne me fait ni chaud ni froid", lâche Ombeni Ntaboba, président du Conseil local des jeunes. Chaque soir, dit-il, "on les voyait se promener dans des blindés vers la plaine de la Ruzizi", bande frontalière sous la menace de groupes armés rivaux. "Mais il y a toujours de l'insécurité, des vols à main armée, des kidnappings...", poursuit le jeune homme. "On salue la décision du gouvernement congolais", déclare Mibonda Shingire, militant des droits humains, qui dit juste craindre "l'impact négatif sur le plan économique", puisque des habitants de Kamanyola avaient "de l'emploi à la base de la Monusco". Certains, comme Jojo Wendo, enseignant, redoutent au contraire "le vide sécuritaire" laissé par le départ de la centaine de Casques bleus pakistanais de Kamanyola, où leur base avait été établie en 2005. "Avec leur présence, on était quand même à l'abri des envahisseurs rwandais", estime "Comblé le vide" sécuritaire Le retrait de la Monusco des provinces de l'Est, en proie à des violences armées chroniques depuis 30 ans, est alors que le Nord-Kivu connaît un pic de crise depuis la résurgence, fin 2021, de la rébellion du M23 ("Mouvement du 23 mars") qui, soutenue par le Rwanda, s'est emparée de vastes pans de territoire. Les combats se sont intensifiés début février non loin de la capitale provinciale Goma et la Monusco, plus souvent conspuée que saluée par la population, a pris soin de rappeler qu'elle "soutient les forces armées congolaises", "défend des positions", "facilite le passage sécurisé des civils"... "Le départ des Casques bleus de la Monusco nous inquiète, en ce moment où le pays est en guerre avec les rebelles appuyés par nos voisins rwandais", reconnaît Béatrice Tubatunziye, responsable d'une association de développement à Kamanyola, qui veut toutefois croire que l'armée congolaise "saura vite combler ce vide". L'ONU souligne avec insistance que le départ des Casques bleus doit s'effectuer en parallèle d'une "montée en puissance" des forces de sécurité congolaises qui devront prendre le relais pour protéger les civils. Après le Sud-Kivu, les 2e et 3e phases du "désengagement" concerneront l'Ituri et le Nord-Kivu, mais elles ne seront activées qu'après des évaluations régulières de la mise en œuvre des étapes précitées. En janvier, le ministre congolais des Affaires étrangères, Christophe Lutundula, a clairement souhaité que le retrait soit complet à la fin de cette année. Le Conseil de sécurité n'a quant à lui pas fixé de date limite.